



# Dialogue stratégique du FMPT

## Session 1 – Mise en place du large bande 13 mai 2013

Le large bande est devenu une infrastructure essentielle de toute économie moderne, qui revêt une importance aussi cruciale que les réseaux de distribution d'eau ou de transport ou les réseaux énergétiques.

*Cette session sera consacrée à l'analyse de la révolution du large bande et du rôle de cette technologie en tant qu'infrastructure vitale de l'économie mondiale moderne. On sait désormais que le large bande stimule la croissance économique, la productivité et le commerce. Bien que l'accès aux réseaux large bande implique parfois rivalité et exclusion, les informations et connaissances qui peuvent être fournies par l'intermédiaire des services large bande sont potentiellement des biens publics à la portée de tous.*

*Il est aujourd'hui manifeste qu'aucun pays ne peut se passer d'une infrastructure large bande. Or, deux tiers des habitants de la planète ne sont toujours pas connectés à l'Internet. Les avis divergent, toutefois, quant à la question de savoir si le service large bande représente un besoin essentiel, un droit fondamental ou un luxe. Tels seront les principaux thèmes abordés lors de cette session.*

L'infrastructure du large bande comprend les autoroutes numériques de l'économie actuelle de l'information. Le large bande est devenu une infrastructure essentielle de toute économie moderne, qui revêt une importance aussi cruciale que les réseaux de distribution d'eau ou de transport ou les réseaux énergétiques. En effet, dans les économies modernes, il arrive fréquemment que l'infrastructure du large bande soit intégrée aux réseaux de distribution d'eau ou de transport et aux réseaux énergétiques, de façon à former des réseaux répartis intelligents, capables d'assurer une répartition plus efficace des ressources.

Il est aujourd'hui largement admis que les investissements dans l'infrastructure des TIC à large bande peuvent stimuler la compétitivité des pays au niveau international, favoriser la création d'emplois hautement qualifiés et rendre les entreprises plus fortes et donc plus souples. Il est aujourd'hui manifeste que les pays en développement ne peuvent se permettre de laisser passer les opportunités qu'offre l'infrastructure du large bande, sur le triple plan du développement, de la croissance et du commerce. Faute d'investir dans l'infrastructure et les services liés au large bande, les pays risquent non seulement de rester en marge de la révolution de l'information, mais aussi de se priver de réelles possibilités de croissance économique et de création d'emplois.

De nombreuses études ont mis en évidence la rentabilité et les externalités importantes des investissements dans les télécommunications et les TIC





[citons par exemple Roller & Waverman (1996)<sup>1</sup>, Waverman, Meschi & Fuss (2005)]. Selon la structure d'une économie<sup>2</sup>, l'infrastructure du large bande permet d'assurer une forte croissance économique et de créer des emplois à grande échelle:

- **en favorisant une augmentation du PIB** grâce à la croissance directe du secteur des TIC (voir par exemple la Banque mondiale, 2009<sup>3</sup>) ou en améliorant l'accès à de nouveaux services ou marchés à l'étranger ainsi que les échanges commerciaux dans ces domaines. D'après des estimations, le cybercommerce ou commerce électronique aurait représenté 8 000 milliards de dollars USD en 2010 (McKinsey Global Institute, 2011<sup>4</sup>);
- **en générant un taux de croissance économique accru ou un gain en pourcentage du PIB plus élevé** (voir par exemple McKinsey, 2011);
- **en réduisant les coûts des transactions**, par exemple grâce à un accroissement des volumes de transactions et à la désintermédiation ;
- **en facilitant un processus de prise de décision** plus efficace, rapide et en connaissance de cause dans tous les secteurs de l'économie, de façon à permettre aux marchés de fonctionner de manière plus efficace et à accroître les revenus des producteurs;
- **en favorisant un accroissement de la productivité du travail** : Booz & Company, 2009<sup>5</sup> ont par exemple établi qu'une augmentation de 10% du taux de pénétration du large bande au cours d'une année donnée correspondait à un accroissement de 1,5% de la productivité du travail au cours des cinq années suivantes<sup>6</sup>.
- **en entraînant une création nette d'emplois** : il ressort par exemple du rapport 2008 «Connected Nation» qu'aux Etats-Unis, un accroissement de 7% de l'adoption du large bande pourrait se

<sup>1</sup> Roller & Waverman (1996) ont établi que les investissements dans les télécommunications avaient des effets positifs sur la croissance, puisque un accroissement de 10% du taux de pénétration des lignes fixes entraîne une hausse de 2,8% du PIB. «Telecommunications Infrastructure and Economic Development: A Simultaneous Approach», document de travail du WZB <http://skylla.wz-berlin.de/pdf/1996/iv96-16.pdf>

<sup>2</sup> Il ressort d'un grand nombre d'études que les pays à revenu élevé et les pays à faible revenu sont structurellement différents. D'après certains auteurs, une augmentation du taux de pénétration des TIC a davantage d'effets positifs sur la croissance dans les pays développés, car les économies de ces pays sont des économies de services possédant une main-d'œuvre instruite, prête à avoir recours de manière intensive aux TIC. Toutefois, d'autres auteurs font valoir que les TIC pourraient avoir davantage de répercussions sur la croissance dans les pays en développement, une fois que le taux de pénétration des réseaux aura atteint un seuil critique (voir par exemple la Banque mondiale, 2009).

<sup>3</sup> Qiang & Rossotto (2009), «Information et Communication pour le Développement 2009», Banque mondiale (2009).

<sup>4</sup> «Internet Matters: The Net's sweeping impact on growth, jobs, and prosperity», McKinsey Global Institute (2011) a établi que l'Internet représentait 3,4% du PIB et 21% de la croissance du PIB dans les pays du G8 ainsi qu'en Corée du Sud, en Suède, au Brésil, en Chine et en Inde [http://www.eg8forum.com/fr/documents/actualites/McKinsey\\_and\\_Company-internet\\_matters.pdf](http://www.eg8forum.com/fr/documents/actualites/McKinsey_and_Company-internet_matters.pdf)

<sup>5</sup> Source: Booz & Company (2009), «Digital Highways: The Role of Government in 21st-Century Infrastructure», Roman Friedrich, Karim Sabbagh, Bahjat El-Darwiche et Milind Singh.

<sup>6</sup> A noter que cet argument a donné lieu à de nombreux débats.

De nombreuses études ont mis en évidence la rentabilité et les externalités importantes des investissements dans les télécommunications et les TIC.





traduire par la création de 2,4 millions d'emplois supplémentaires représentant 134 milliards USD, tandis que l'étude de McKinsey Global Institute (2011) indique que pour chaque emploi perdu, 2,4 emplois sont créés grâce au secteur de l'Internet.

### LES SERVICES À LARGE BANDE REPRÉSENTENT- ILS AUJOURD'HUI UN BESOIN ESSENTIEL, UN SERVICE D'UTILITÉ PUBLIQUE, UN DROIT FONDAMENTAL OU UN PRIVILÈGE?

En marge des avantages réels que procure le large bande, à savoir une croissance économique accrue, la création de nouveaux emplois et l'amélioration des échanges commerciaux ainsi que de la productivité, il apparaît que les services associés au savoir, à l'information et à l'éducation qu'offre l'Internet sont aujourd'hui des biens publics<sup>7</sup> à la portée de tous.<sup>8</sup>

Les avis restent en revanche très partagés sur la question de savoir si les services large bande, qui constituent la plate-forme servant de support à l'accès à l'Internet, représentent aujourd'hui un besoin essentiel, un service d'utilité publique, un droit fondamental ou un privilège, ouvrant des perspectives radicalement différentes selon le contexte et les réalités économiques.

D'après des travaux de recherche effectués récemment par l'INSEAD, la majorité des internautes (c'est-à-dire 70 à 80% des internautes en ligne) de différents pays industrialisés et émergents sont plutôt ou résolument d'avis que l'accès à l'Internet devrait être un droit fondamental pour tous (**Figure 1**)<sup>9</sup>. Dans l'ensemble, près de 20% des utilisateurs n'ont pas d'avis tranché sur la question. Ce résultat traduit sans doute le caractère incontournable de l'Internet ainsi que des services qu'il rend possible et fournit aux utilisateurs de ces pays.

A l'heure actuelle, l'infrastructure large bande fournit un accès à l'information, qui constitue fréquemment un bien public et est indispensable à toutes les formes d'activité économique et à la bonne gouvernance. L'accès accru à l'éducation et aux informations et services liés aux soins de santé que rend possible l'Internet permet de penser que les habitants de la planète pourraient tirer parti d'une amélioration de l'accès à l'information sur les réseaux à large bande.

<sup>7</sup> "Knowledge as a Global Public Good", Joseph Stiglitz, accessible à l'adresse:

[http://cgt.columbia.edu/files/papers/1999\\_Knowledge\\_as\\_Global\\_Public\\_Good\\_stiglitz.pdf](http://cgt.columbia.edu/files/papers/1999_Knowledge_as_Global_Public_Good_stiglitz.pdf)

<sup>8</sup> Certains font valoir que les télécommunications et l'Internet sont eux-mêmes des biens publics mondiaux<sup>8</sup>. Toutefois, la plupart des observateurs s'accordent sur le fait que ce sont les connaissances et les informations véhiculées sur l'Internet qui ne supposent aucune rivalité ni aucune exclusion, et non pas les réseaux à large bande en soi, qui peuvent être considérés comme:

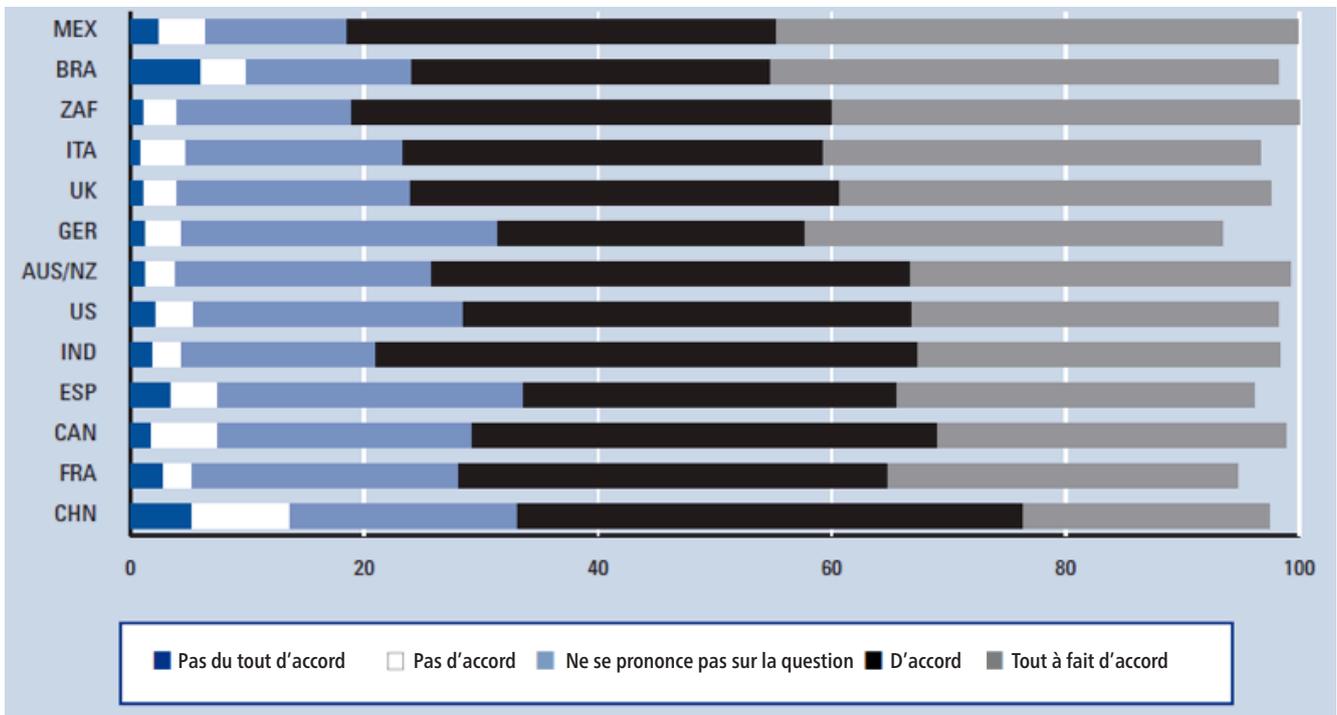
- ayant un caractère exclusif (ainsi, les opérateurs et les fournisseurs de services Internet peuvent interrompre la fourniture du service aux consommateurs, en cas de non-paiement ou de non-respect des termes et des conditions de service);
- un service "rival" (il arrive par exemple que la consommation de largeur de bande par certains consommateurs limite l'expérience "utilisateur" d'autres consommateurs);
- des externalités positives: un bien public peut ou non avoir des externalités positives (par opposition aux externalités négatives), en ce sens que l'utilité totale est supérieure à la somme de l'utilité privée découlant de sa consommation.

<sup>9</sup> "The New Internet World", INSEAD/Forum économique mondial, accessible à l'adresse: [http://www3.weforum.org/docs/WEF\\_GITR\\_TheNewInternetWorld\\_Report\\_2011.pdf](http://www3.weforum.org/docs/WEF_GITR_TheNewInternetWorld_Report_2011.pdf)



Les avis restent  
en revanche  
très partagés  
sur la question  
de savoir si  
les services  
large bande  
représentent  
aujourd'hui  
un besoin  
essentiel, un  
service d'utilité  
publique, un droit  
fondamental ou  
un privilège.

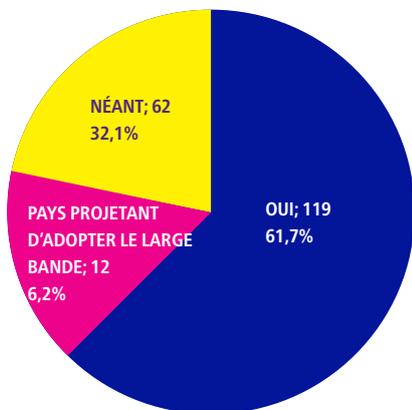
Figure 1: L'accès à l'Internet devrait être un droit fondamental pour tous



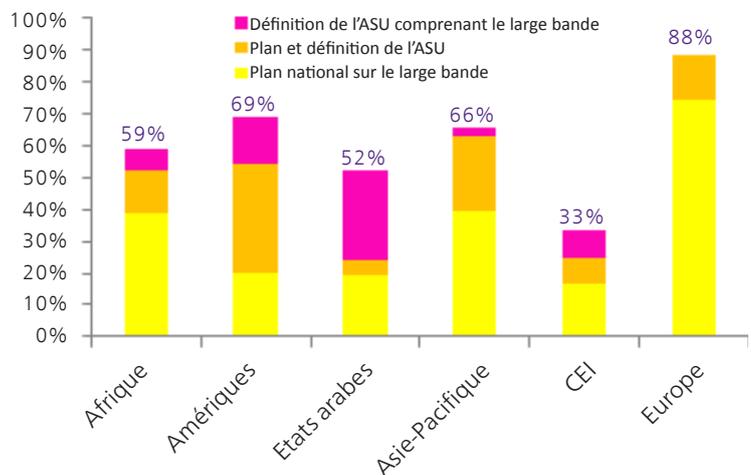
Source: The New Internet World, INSEAD/Forum économique mondial, accessible à l'adresse: [http://www3.weforum.org/docs/WEF\\_GITR\\_TheNewInternetWorld\\_Report\\_2011.pdf](http://www3.weforum.org/docs/WEF_GITR_TheNewInternetWorld_Report_2011.pdf)

Figure 2: Cadres politiques et réglementaires nationaux sur le large bande

PAYS DISPOSANT D'UNE POLITIQUE, D'UNE STRATÉGIE OU D'UN PLAN AU NIVEAU NATIONAL VISANT À PROMOUVOIR LE LARGE BANDE MI-2012



INSTRUMENTS DE POLITIQUE GÉNÉRALE UTILISÉS POUR PROMOUVOIR LE LARGE BANDE



Source: En bas à gauche – «Situation du large bande en 2012», Commission «Le large bande au service du développement numérique»: [www.broadbandcommission.org](http://www.broadbandcommission.org); graphiques en haut et en bas à droite – Base de données de l'UIT sur la réglementation des télécommunications/TIC dans le monde.



Un grand nombre de pays mettent actuellement à jour leurs cadres politiques et réglementaires existants, de façon à tenir compte des externalités positives et des avantages intersectoriels du large bande. A cette fin, ils prennent les mesures suivantes:

- *formulation et mise en place de plans nationaux sur le large bande;*
- *mise à jour des définitions et des instruments relatifs au service universel;*
- *prise en compte des aspects liés au large bande dans d'autres instruments de politique générale (par exemple plans sur la santé, plans relatifs à l'éducation).*

Cette session  
d'ouverture  
du Dialogue  
stratégique  
sera consacrée  
à l'analyse de  
la révolution  
du large bande  
et au rôle des  
différentes parties  
prenantes.

Des travaux de recherche menés par la Commission UIT/UNESCO «Le large bande au service du développement numérique» montrent qu'à la mi-2012, 119 pays avaient mis en place des plans nationaux ou des politiques nationales en matière de large bande (**Figure 2, à gauche**), tandis que d'autres avaient eu recours à divers instruments réglementaires pour encourager le déploiement du large bande (**Figure 2, à droite**).

Cette session d'ouverture du Dialogue stratégique sera consacrée à l'analyse de la révolution du large bande, à l'examen de cette technologie en tant qu'infrastructure vitale de l'économie mondiale moderne et au rôle des différentes parties prenantes.

Les participants à cette session seront plus particulièrement amenés à aborder les questions suivantes:

- *Le service à large bande est-il aujourd'hui un besoin essentiel, un service d'utilité publique, un droit fondamental ou un privilège?*
- *Quel est le rôle des politiques publiques, et quelle est au juste l'importance des plans nationaux en faveur du large bande? Qui stimule réellement le changement: les décideurs, les opérateurs, les fournisseurs de contenus ou les utilisateurs finals?*
- *Le gouvernement de votre pays a-t-il pris des initiatives politiques ambitieuses en matière de large bande? Pouvez-vous citer des exemples? Comment le secteur privé a-t-il réagi? A-t-il pris lui-même cette initiative?*
- *Est-il largement admis dans votre pays que l'infrastructure et les services à large bande sont importants pour attirer les investissements et stimuler la compétitivité économique? Ou à votre sens, cette importance est-elle sous-estimée, et pour quelles raisons?*

#### DÉNI DE RESPONSABILITÉ

Le présent document constitue un document d'information du FMPT-13, publié dans le but de faciliter le travail des médias. Il ne doit pas être considéré comme un document officiel de la Conférence. Pour de plus amples informations, veuillez contacter: [pressinfo@itu.int](mailto:pressinfo@itu.int)